

 **Déclaration du Syndicat des Professionnels de la Presse de Guinée (SPPG) suite à la condamnation du journaliste Bouya Kébé.**

Après la condamnation du journaliste Bouya Kébé de la Radio Milo FM de Kankan, mercredi 22 juin 2016 pour complicité d’outrage contre le chef de l’Etat  par le Tribunal de Première Instance de Kankan, assortie  du paiement d’une amende d’un million  de francs guinéens,  le Syndicat de la Presse  Privée de Guinée exprime sa profonde indignation.

En effet, le crime si c’en est un, de notre  confrère n’aura été que de passer un auditeur dans son émission interactive au cours de la quelle, ce dernier aurait proféré des propos outrageux à l’encontre du président de la République.

Aussi étonnant que cela puisse paraitre, le procureur avait  intimé au   journaliste, l’ordre de rechercher  l’auditeur en question dont il n’ignorait pourtant pas l’identité.

D’ailleurs, ceci n’est pas un cas isolé, car ces derniers temps les journalistes sont victimes de perpétuels intimidations et/ ou agressions en plein exercice de  leur métier.

Les derniers cas en date furent l’agression dont ont  été victime Ibrahima Lincol Soumah Nostalgie FM, Ibrahima Labaya Camara de  Continental FM et Moussa Moise Sylla, d’Espace TV.

Par ailleurs, le SPPG s’interroge sur le  silence coupable de la HAC qui est l’instance de régulation des médias, face à ses agressions répétées contre les professionnels de la presse. Le syndicat s’inquiète aussi face à l’indifférence des associations patronales de presse.

Ce triste constat intervient dans un contexte de durcissement des textes de lois encours d’adoption sur la liberté de la presse à  l’Assemblée nationale.

Par conséquent, le SPPG exprime sa détermination à ne reculer d’un iota face à une quelconque tentative d’intimidation ou de musèlement de la profession.

En tout état de cause, le syndicat interpelle les autorités  administratives, les Associations patronales de presse, ainsi que l’opinion nationale et internationale sur ces agissements devenus récurrents  contre les hommes de médias, qui ne favorisent aucunement le libre d’exercice de la profession du journaliste en Guinée.

  Fait à Conakry le 24 juin 2016

Le Secrétaire Général

 Sidi Diallo